



LES NOUVELLES TECHNOLOGIES AU SERVICE DE L'ACTION POLICIÈRE



Guide des conférences et intervenants

Sommaire

Merci de cliquer sur les titres pour accéder à la présentation de l'activité et de ses intervenants

Conférence d'ouverture

Mercredi 8 octobre 2025, 9h45, Auditorium
Dr Nizar TOULEIMAT

Table ronde 1

Mercredi 8 octobre 2025, 11h15, Auditorium
Nouvelles technologies au service de la formation policière par le Comité des écoles
Pierre ST-ANTOINE, Andréanne DESCHÊNES, Jérôme GAUTHEY, Dilini JEANNERET, Albert Kouacou TOURE, Laurent VIDAL

<u>Atelier 1a</u>	<u>Atelier 1b</u>	<u>Atelier 1c</u>
Mercredi 8 octobre 2025, 13h30, Auditorium <i>La réalité virtuelle au service de la formation : outil supplémentaire ou changement de paradigme ?</i> par l'Académie de police, France Jérôme GAUTHEY <i>Transformer la formation policière : l'innovation pédagogique et les technologies immersives</i> par l'Académie de police, Liban Hamze HAIDAR AHMAD	Mercredi 8 octobre 2025, 13h30, salle Club Cours pédagogique - <i>Formation à l'utilisation de l'IA générative et des outils numériques à destination des formatrices et formateurs policiers</i> par l'Institut Suisse de police Dilini JEANNERET, Sarah TSCHAN <i>Nouvelles technologies - Développements et initiatives en matière de formation policière</i> par l'École nationale de police du Québec, Canada Andréanne DESCHÊNES	Mercredi 8 octobre 2025, 13h30, salle Gustave Eiffel <i>La simulation numérique au service de la formation des forces de sécurité intérieure</i> par le commandement des écoles de la Gendarmerie nationale, France Martin GEHAN, Michael PETRESCO <i>Intégration des nouvelles technologies dans la formation policière : cas de la Côte d'Ivoire</i> par la direction de la formation du ministère de l'Intérieur, Côte d'Ivoire Albert Kouacou TOURE

Table ronde 2

Mercredi 8 octobre 2025, 14h30, Auditorium

Nouvelles technologies : Entre espoir et réalité – Regards croisés sur la lutte contre la cybercriminalité par le Comité technique sur la lutte contre la cybercriminalité

Maxime BÉRUBÉ, Christopher DEVOS, Mamadou FOFANA, Patrick GHION, Eric LEVY-VALENSI

<u>Atelier 2a</u>	<u>Atelier 2b</u>	<u>Atelier 2c</u>
Mercredi 8 octobre 2025, 16h00, Auditorium <i>Les nouvelles technologies au service de la lutte contre le crime organisé : le cas du trafic de biens culturels</i> par l'École nationale supérieure de la police, France Victor TROGOFF, Corinne CHARTRELLE, Thomas LECLAIRE	Mercredi 8 octobre 2025, 16h00, salle Club <i>L'utilisation des métadonnées au service de la lutte contre l'insécurité routière</i> par le Comité technique sur la sécurité routière Carl BÉLISLE, Arnaud DURUSSEL	Mercredi 8 octobre 2025, 16h00, salle Gustave Eiffel <i>Suivre l'évolution d'une manifestation grâce aux innovations technologiques</i> par le Comité technique gestion des foules et droits du citoyen Olivier BOTTERON, Sébastien ABADIE, Alexandre PINARD

Table ronde 3

Mercredi 8 octobre 2025, 17h00, Auditorium

État des lieux sur le traitement de la désinformation par les organisations policières dans l'espace francophone par le Comité technique sur les communications policières

Yazid HAFFACI, Patrice CARDINAL, Agathe FOUCAULT, Michel Ange LOUIS JEUNE, Jean-Christophe SAUTEREL

Table ronde 4

Jeudi 9 octobre 2025, 09h15, Auditorium

L'intégration des technologies dans la relation et le service au citoyen par le Comité technique sur la recherche

Anne WUILLEUMIER, Aly KANDE, Isabelle PLANTE, Bertrand RENARD, Sarah VAN PRAET

<u>Atelier 3a</u>	<u>Atelier 3b</u>
Jeudi 9 octobre 2025, 10h45, Auditorium <i>Projet CEASEFIRE : La reconnaissance des armes</i> par l'IA par le Comité technique lutte contre le terrorisme Thierry HARTMANN, Sylvie CHAMBON, Johan DRUGMAND, Christophe NAVARRO, Philippe NOBLES	Jeudi 9 octobre 2025, 10h45, salle club <i>La première cartographie de la recherche en sciences policières en Suisse</i> par l'Institut Suisse de police Helena ALCALA, Julie LADINE

Table ronde 5

Jeudi 9 octobre 2025, 13h00, Auditorium

L'évolution de l'action policière face aux défis de la cyberpédocriminalité par le Comité technique sur les violences faites aux mineurs et aux femmes

Pascale ALLISSE, Cyril COLLIOU, Samuel COMBLEZ, Katherine GUIMOND, Fleur ZADI

<u>Atelier 4a</u>	<u>Atelier 4b</u>	<u>Atelier 4c</u>
Jeudi 9 octobre 2025, 14h00, Auditorium <i>Introduction à la recherche en source ouverte portant sur les entreprises suspectées de corruption</i> par le Comité technique sur la lutte contre la corruption France MORIN, Patrice BRIZE, Axel KUSNIAK, Guillaume LAFOREST, Vincent RICHER	Jeudi 9 octobre 2025, 14h00, salle Club <i>De l'accueil à l'écoute active en ligne, une prise en charge personnalisée des femmes victimes de violences</i> par le Comité technique sur les violences faites aux mineurs et aux femmes Violaine PHYLIS DORE, Binetou GUISSSE, Stéphane LAPEYRE	Jeudi 9 octobre 2025, 14h00, salle Gustave Eiffel <i>Les nouvelles technologies au sein de la Police nationale face au défi de la corruption de basse intensité</i> par le Comité technique comportement policier Lionel IMHOF, Alexis DURAND, Mariane FLOUR-BOURRIL, Hélène THOREL

Table ronde 6

Jeudi 9 octobre 2025, 15h30, Auditorium

Coordination et technologies : moderniser la réponse face aux attentats terroristes par le Comité technique sur la lutte contre le terrorisme

Marian LUCA, Gonçalo DA SILVA, Thierry DODIER, Michel GRENIER, Éric LAULAGNET

Conférence d'ouverture

Mercredi 8 octobre 2025, 9h45, Auditorium



Dr Nizar TOULEIMAT

Directeur du programme recherche et innovation pour la sécurité et la défense, Institut CEA-LIST (Commissariat à l'énergie atomique – Laboratoire d'intégration des systèmes et des technologies), France

Au cours de sa carrière de chercheur, le Dr. Touleimat a développé une solide expertise dans l'application de l'intelligence artificielle aux sciences des données, dans un contexte de coopération multidisciplinaire et internationale. Au sein de l'Institut pour les systèmes numériques intelligents (CEA-LIST), il coordonne les activités de recherche et d'innovation appliquées à la sécurité et à la défense, développées par le LIST (IA, robotique, cybersécurité, capteurs intelligents...). Le Dr. Touleimat est également responsable des affaires européennes pour le domaine de la sécurité, étendant ainsi la mission souveraine nationale de sécurité et de défense à la protection de l'ensemble des citoyens européens. Il est actuellement coordinateur du projet européen STARLIGHT, projet phare de la Commission européenne visant à renforcer l'autonomie technologique et la souveraineté de l'Europe dans le domaine de l'IA au service des forces de l'ordre et de la protection des infrastructures contre les cyberattaques rendues possibles par l'IA.

Le Dr. Touleimat représente le CEA dans plusieurs organisations européennes telles que l'European Anti-Cybercrime Technology Development Association (EACTDA), le groupe de travail Security & Defence Research de l'EARTO (qu'il co-préside) ainsi que l'European Cybersecurity Organisation (ECISO), dont il est membre du conseil d'administration. Il fait partie des experts de la Commission européenne sur les questions d'innovation et de R&D pour la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme, et siège au conseil scientifique du laboratoire de recherche de l'école nationale supérieure de la police française. Le Dr. Touleimat est diplômé de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale et est également officier de réserve spécialiste au sein de la Marine nationale.

Table ronde 1

Mercredi 8 octobre 2025, 11h15, Auditorium

Nouvelles technologies au service de la formation policière par le Comité des écoles

Cette table ronde vise à répondre à la question suivante : Comment les nouvelles technologies transforment-elles la formation policière à travers le monde? Seront réunis des experts du Canada, de la Côte d'Ivoire, de la France et de la Suisse pour partager expériences, innovations et bonnes pratiques. Simulateurs, réalité virtuelle, intelligence artificielle: chaque pays présentera un regard complémentaire sur ses approches. Les participants découvriront les tendances émergentes, les défis et les opportunités. Ces sujets seront par la suite approfondis lors d'ateliers. Une occasion unique de dialogue international, d'inspiration et de réflexion pour façonner l'avenir de la formation policière.



Pierre ST-ANTOINE – modérateur

Directeur général, École nationale de police du Québec, Canada

Depuis 2020, Monsieur Pierre St-Antoine est directeur général de l'École nationale de police du Québec. Sa mission principale est de former avec qualité, pertinence et cohérence le personnel policier et de la sécurité publique du Québec. Monsieur St-Antoine est également co-fondateur de FRANCOPOL, premier trésorier ainsi que responsable des plateformes technologiques. Il agit actuellement à titre de conseiller stratégique. Par ailleurs, il est président de la Commission de la formation et de la recherche de l'École, membre actif du conseil d'administration de l'Association des directeurs de police du Québec ainsi que du Réseau canadien du savoir policier, qui est composé d'intervenants en formation policière. Monsieur St-Antoine est fervent d'innovation en formation, en gestion, ainsi que de nouvelles technologies, d'approches réseaux novatrices et d'amélioration continue. Il est un passionné du travail collaboratif et de leadership. Monsieur St-Antoine est, en outre, détenteur d'un baccalauréat ès arts en relations industrielles de l'Université Laval.



Andréanne DESCHÊNES

Directrice de l'innovation, des affaires académiques et institutionnelles, École nationale de police du Québec, Canada

Directrice de l'innovation, des affaires académiques et institutionnelles, Madame Deschênes dirige une équipe d'environ quatre-vingts personnes œuvrant notamment dans ces secteurs : développement organisationnel, communications, planification de l'offre, gouvernance, relations internationales. À ce titre, elle est aussi responsable de l'intégration de la réalité virtuelle en formation. Sa direction est au cœur de la transformation numérique, du développement et de la performance organisationnelle de l'École où elle œuvre depuis 2008. Mobilisant ses équipes avec succès, elle a dirigé plusieurs initiatives d'envergure telles que l'actualisation des pratiques pédagogiques, le développement du plan de formation lié à la légalisation du cannabis ainsi que l'implantation d'un modèle de

communication novateur comme compétence transversale. Elle a supervisé la création du premier campus satellite de l'École à Montréal. Elle détient un baccalauréat en relations internationales et droit international et une maîtrise en gestion de projet.



Jérôme GAUTHEY

Sous-directeur de la pédagogie, Académie de police, France

Jérôme Gauthey a occupé, pendant vingt ans, divers postes dans le domaine de la sécurité publique. Au cours de ces vingt années il a été plusieurs fois en poste en Outre-mer. Aujourd'hui, sous-directeur de la pédagogie de l'académie de police, il se consacre à la formation. Grâce à ses précédentes expériences professionnelles, il a acquis de nombreuses compétences dans la conception, l'animation et la mise en œuvre de plans de formation initiale ou continue. Il travaille notamment sur des sujets liés à la transformation numérique, le développement de nouveaux outils pédagogiques à travers le E-learning et la virtualisation, ainsi que l'intégration des nouvelles technologies.



Dilini JEANNERET

Cheffe département stratégie de formation et moyens didactiques, Institut suisse de police, Suisse

Dilini Jeanneret est détentrice d'un Master en formation professionnelle de la Haute école fédérale en formation professionnelle (HEFP) de Berne. Engagée depuis 2019 à l'Institut suisse de Police, elle est responsable du département stratégie de formation et moyens didactiques. Au sein de ce département, elle accompagne des groupes d'auteur(e)s spécialisé(e)s dans le processus de création et publication des manuels, e-tests et e-learning. Ces moyens didactiques sont harmonisés dans les trois langues nationales (FR/DE/IT) pour la formation policière de base, la formation continue et de spécialistes. Son département reste également à la disposition du système de milice pour offrir un accompagnement pédagogique, notamment dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans de cours, ainsi que pour toute autre question liée à l'enseignement.



Albert Kouacou TOURE

Directeur de la formation, ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, Côte d'Ivoire

Albert Kouacou Toure a effectué des études universitaires de philosophie puis exercé en tant que professeur au lycée pendant six ans. De 2001 à 2005, il a été assistant du sous-directeur de la Formation Initiale à la suite de quoi il a occupé la fonction de chargé d'études au sein du ministère en charge de la sécurité jusqu'en 2008. Au cours de cette même année, il est devenu sous-directeur de la Formation Initiale. Ultérieurement, il a été directeur de la Formation et de l'École Nationale de Police. Entre 2020 et 2024, il a dirigé l'École de Police de Korhogo. Depuis avril 2024, il est directeur de la Formation du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité.



Laurent VIDAL

Officier adjoint au commandant des écoles de la Gendarmerie nationale, Commandement des écoles de la gendarmerie nationale, France

Après une première partie de carrière au sein de l'armée de terre comme officier d'artillerie, le général Vidal a rejoint la gendarmerie en 1995 et servi successivement comme commandant d'escadron de gendarmerie mobile, commandant de compagnie puis de groupement en gendarmerie départementale. Il a également occupé des postes de conception en alternance avec ses postes opérationnels, notamment au sein de la direction générale de la Gendarmerie nationale au centre de prospective de la Gendarmerie nationale, au ministère de l'Intérieur à la délégation à la prospective et à la stratégie et au centre de recherche de l'académie militaire de la Gendarmerie nationale. Délégué au patrimoine pendant quatre ans, il a en particulier suivi le dossier du traitement et de l'archivage de la production documentaire de la gendarmerie. Expert en formation, il a commandé l'école de gendarmerie de Montluçon pendant trois ans avant de rejoindre son poste actuel d'officier adjoint au commandant des écoles de la Gendarmerie nationale en 2024.

Atelier 1a

Mercredi 8 octobre 2025, 13h30, Auditorium

La réalité virtuelle au service de la formation : outil supplémentaire ou changement de paradigme ? par l'Académie de police, France

La réalité virtuelle doit être perçue comme un outil supplémentaire au service de la formation. Bien qu'elle peine parfois à faire son chemin pour plusieurs raisons, la dimension qualitative prise par certains produits amène à penser qu'une intégration toujours plus marquée est possible en complément d'autres outils. Le changement de paradigme n'est donc pas certain à court terme, il n'est peut-être même pas souhaitable tant la formation doit conserver une dimension présenteielle forte.



Jérôme GAUTHEY

Sous-directeur de la pédagogie, Académie de police, France

Jérôme Gauthey a occupé, pendant vingt ans, divers postes dans le domaine de la sécurité publique. Au cours de ces vingt années il a été plusieurs fois en poste en Outre-mer. Aujourd'hui, sous-directeur de la pédagogie de l'académie de police, il se consacre à la formation. Grâce à ses précédentes expériences professionnelles, il a acquis de nombreuses compétences dans la conception, l'animation et la mise en œuvre de plans de formation initiale ou continue. Il travaille notamment sur des sujets liés à la transformation numérique, le développement de nouveaux outils pédagogiques à travers le E-learning et la virtualisation, ainsi que l'intégration des nouvelles technologies.

Transformer la formation policière : l'innovation pédagogique et les technologies immersives par l'Académie de police, Liban

À l'heure où les menaces évoluent rapidement, la formation policière doit se réinventer. Le plan de formation pour l'Académie de police Aramoun comprend quatre approches technologiques majeures en cours de déploiement : réalité virtuelle/augmentée, intelligence artificielle pour le suivi des apprentissages, plateformes numériques interactives et e-learning flexible. L'implémentation complète n'est pas encore achevée, car l'intelligence artificielle évolue constamment, ce qui nécessite une adaptation continue. Cet atelier présente ainsi les défis et opportunités de cette transformation progressive, et démontre comment l'innovation pédagogique peut s'adapter aux évolutions technologiques rapides pour former une police apprenante et agile.



Hamze HAIDAR AHMAD

Chef du bureau de formation, Académie des Forces de Sécurité Intérieure, Liban

Hamze Haidar Ahmad est chef du Bureau de Formation à l'Académie des Forces de Sécurité Intérieure du Liban depuis 2008. À ce titre, il dispose de dix-sept ans d'expérience dans le développement et l'amélioration des programmes de formation policière. Il est également titulaire d'un doctorat en éducation (Université Saint-Joseph, 2024) et est actuellement doctorant en droit criminel (Jean Moulin

Lyon 3). Hamze Haidar a aussi bénéficié de la bourse Hubert Humphrey afin d'aller étudier à l'Université du Minnesota durant l'année 2015-2016. Il dispose par ailleurs d'une expertise en évaluation des besoins de formation, assurance qualité et normes ISO 21001. Enfin, il s'est spécialisé dans les domaines de l'innovation pédagogique, de l'apprentissage en milieu professionnel et des technologies immersives en formation sécuritaire.

Atelier 1b

Mercredi 8 octobre 2025, 13h30, salle Club

Formation à l'utilisation de l'IA générative et des outils numériques à destination des formatrices et formateurs policiers par l'Institut suisse de police

Le cours pédagogique de l'Institut suisse de Police (ISP) est destiné aux professionnels de police impliqués dans des activités de formation. Leur expérience varie fortement en nombre de cours donnés annuellement, en domaines d'expertises enseignés autant qu'en générations réunies au sein d'une même volée. Depuis sa refonte en 2023, le cours intègre une réflexion didactique sur les outils et plateformes numériques, notamment sur les opportunités de l'intelligence artificielle générative (IA gen) dans l'ingénierie de la formation. Comment les intégrer au mieux dans un dispositif blended learning alternant phases en présentiel et en ligne, ainsi que des phases synchrones et asynchrones ? L'expérimentation lors de travaux de groupes et l'échange d'expériences entre les apprenants les amènent à repenser leur rôle de formatrice ou formateur ainsi que les normes et valeurs associées.



Dilini JEANNERET

Cheffe département stratégie de formation et moyens didactiques, Institut suisse de police, Suisse

Dilini Jeanneret est détentrice d'un Master en formation professionnelle de la Haute école fédérale en formation professionnelle (HEFP) de Berne. Engagée depuis 2019 à l'Institut suisse de Police, elle est responsable du département stratégie de formation et moyens didactiques. Au sein de ce département, elle accompagne des groupes d'auteur(e)s spécialisé(e)s dans le processus de création et publication des manuels, e-tests et e-learning. Ces moyens didactiques sont harmonisés dans les trois langues nationales (FR/DE/IT) pour la formation policière de base, la formation continue et de spécialistes. Son département reste également à la disposition du système de milice pour offrir un accompagnement pédagogique, notamment dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans de cours, ainsi que pour toute autre question liée à l'enseignement.



Sarah TSCHAN

Collaboratrice scientifique stratégie de formation et moyens didactiques, Institut suisse de police, Suisse

Sarah Tschan est détentrice d'un Master en sociologie et communication de l'Université de Fribourg (CH). Engagée depuis 2013 à l'Institut suisse de Police, elle travaille dans le département stratégie de formation et moyens didactiques. Dans sa fonction de collaboratrice scientifique, elle accompagne des groupes d'auteur(e)s spécialisé(e)s dans le processus de création et publication des manuels, e-tests et e-learning. Ces moyens didactiques sont harmonisés dans les trois langues nationales (FR/DE/IT) pour la formation policière de base, la formation continue et de spécialistes. En 2025, elle a eu l'occasion de suivre la nouvelle formule du cours pédagogique de l'ISP en tant que participante.

Nouvelles technologies – Développements et initiatives en matière de formation policière par l'École nationale de police du Québec, Canada

La formation policière au Québec vit une véritable transformation grâce à la réalité virtuelle et aux technologies immersives. Conduite d'urgence, tir, communication et désescalade, intervention policière : autant de domaines où ces outils ouvrent de nouvelles perspectives d'apprentissage. Depuis 2024, l'école a enrichi son parc technologique avec un simulateur de tir réel, de nouveaux simulateurs de tir virtuels et un système de réalité virtuelle en intervention policière. Au cœur de ce virage, l'équipe de projet s'affaire à établir une stratégie d'intégration de ces outils visant de petits succès pour favoriser la gestion du changement et à mettre en place une méthodologie de recherche rigoureuse afin d'accompagner l'intégration de ces innovations en formation. Cet atelier propose un regard concret et prospectif autour des défis et opportunités qu'apporte l'intégration des technologies immersives au service de la formation policière de demain.



Andréanne DESCHÊNES

Directrice de l'innovation, des affaires académiques et institutionnelles, École nationale de police du Québec, Canada

Directrice de l'innovation, des affaires académiques et institutionnelles, Madame Deschênes dirige une équipe d'environ quatre-vingts personnes œuvrant notamment dans ces secteurs : développement organisationnel, communications, planification de l'offre, gouvernance, relations internationales. À ce titre, elle est aussi responsable de l'intégration de la réalité virtuelle en formation. Sa direction est au cœur de la transformation numérique, du développement et de la performance organisationnelle de l'École où elle œuvre depuis 2008. Mobilisant ses équipes avec succès, elle a dirigé plusieurs initiatives d'envergure : l'actualisation des pratiques pédagogiques, le développement du plan de formation lié à la légalisation du cannabis ainsi que l'implantation d'un modèle de communication novateur comme compétence transversale. Elle a supervisé la création du premier campus satellite de l'École à Montréal. Elle détient un baccalauréat en relations internationales et droit international et une maîtrise en gestion de projet.

Atelier 1c

Mercredi 8 octobre 2025, 13h30, salle Gustave Eiffel

La simulation numérique au service de la formation des forces de sécurité intérieure par la Gendarmerie nationale, France

Cet atelier vise à présenter le continuum de formation via la simulation en gendarmerie. Une présentation de la pédagogie ainsi que des outils de simulations, notamment SIMUGEND 2 et 3D sera faite dans un premier temps. Par la suite, il s'agira de comprendre plus précisément le rôle de l'IA dans la formation, ainsi que son importance pour la simulation des adversaires. Enfin, les deux intervenants dresseront le bilan de l'usage de la simulation dans la formation jusqu'à présent, à travers plusieurs exemples tels que la formation des unités mobiles, les JOP 2024, ou encore la crise calédonienne.



Martin GEHAN

Sous-officier de peloton de surveillance et d'intervention de la Gendarmerie nationale, France

Martin Gehan dispose d'une formation universitaire en informatique, il est par ailleurs doctorant dans ce domaine. Après une première approche de la gendarmerie en tant que réserviste, il a intégré pleinement l'institution en 2020 au sein de la compagnie de Parentis en Born (Landes 40) où il sert dans un peloton de surveillance et d'intervention. Il est également titulaire du monitorat d'intervention professionnelle. Détaché régulièrement au centre de formation opérationnelle par la simulation numérique, le maréchal des logis-chef Martin Gehan y apporte son expertise comme universitaire mais aussi comme homme de terrain.



Michael PETRESCO

Commandant du centre de formation opérationnelle par la simulation numérique, Académie militaire de la Gendarmerie nationale, France

Michael Petresco a occupé plusieurs niveaux de responsabilités en gendarmerie mobile de voltigeur. Après avoir commencé au sein de la gendarmerie en tant que sous-officier, il est ultérieurement devenu officier, et a été nommé commandant d'escadron. En 2020, le chef d'escadron Michael Petresco a rejoint le département d'ingénierie de la formation numérique. En 2024, il est nommé commandant du centre de formation opérationnelle par la simulation numérique. Expert en simulation numérique, il développe avec ses collaborateurs, et l'appui de nombreux acteurs extérieurs, les outils nécessaires à l'appui de la formation en gendarmerie.

Intégration des nouvelles technologies dans la formation policière : cas de la Côte d'Ivoire par le ministère de l'Intérieur, Côte d'Ivoire

L'intégration des nouvelles technologies dans la formation policière est inéluctable au vu de l'évolution des données sociales, scientifiques, technologiques, et de leur impact positif sur la qualité des apprentissages. Il est ainsi nécessaire de former les professionnels à leur utilisation efficace. Les nouvelles technologies favorisent le renforcement de la formation en Afrique, particulièrement en Côte d'Ivoire, puisqu'elles permettent de personnaliser les apprentissages et de garantir la montée en compétence des policiers sur le terrain. Toutefois, cette intégration relève d'une démarche cruciale qui doit être encadrée par une stratégie et une matrice d'actions rigoureuses tant les défis à relever sont nombreux (retard de l'Afrique sur les avancées technologiques, manque d'expertise, nouvelles technologies inaccessibles, manque de politique en la matière).



Albert Kouacou TOURE

Directeur de la Formation, ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, Côte d'Ivoire

Albert Kouacou Toure a effectué des études universitaires de philosophie puis exercé en tant que professeur au lycée pendant six ans. De 2001 à 2005, il a été assistant du sous-directeur de la Formation Initiale à la suite de quoi il a occupé la fonction de chargé d'études au sein ministère en charge de la sécurité jusqu'en 2008. Au cours de cette même année, il est devenu sous-directeur de la Formation Initiale. Ultérieurement, il a été directeur de la Formation et de l'École Nationale de Police. Entre 2020 et 2024, il a dirigé l'École de Police de Korhogo. Depuis avril 2024, il est directeur de la Formation du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité.

Table ronde 2

Mercredi 8 octobre 2025, 14h30, Auditorium

Nouvelles technologies : Entre espoir et réalité – Regards croisés sur la lutte contre la cybercriminalité par le Comité technique sur la lutte contre la cybercriminalité

Cette table ronde réunit des experts de cinq pays pour échanger sur l'usage des technologies émergentes dans le cadre de l'informatique judiciaire et des cyberenquêtes. À travers des exemples concrets et des discussions ouvertes, les participants partageront leurs pratiques, leurs innovations et les défis rencontrés sur le terrain. L'objectif est de réfléchir collectivement aux usages actuels des outils technologiques dans le travail d'enquête et aux pistes envisageables pour appuyer les efforts contre la cybercriminalité.



Maxime BÉRUBÉ – modérateur

Professeur, Université du Québec à Trois-Rivières, Canada

Maxime Bérubé est professeur en science forensique numérique à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR). Docteur en criminologie, il œuvre également à titre de responsable de la formation en technologies en contexte d'enquête policière au programme de formation initiale en enquête policière de l'École nationale de police du Québec (ENPQ), de membre du conseil d'administration de l'Association francophone des spécialistes de l'investigation numérique (AFSIN) et de membre du comité technique sur la cybercriminalité de FRANCOPOL.

Christopher DEVOS

Chef du service du Regional Computer Crime Unit, Police judiciaire fédérale de Mons, Belgique

Christopher Devos est policier depuis juin 2005. En septembre 2015, il a intégré le *Regional Computer Crime Unit (RCCU)* de Mons en tant qu'enquêteur forensique. Depuis mars 2022, il est chef dudit service.



Mamadou FOFANA

Directeur des investigations et du soutien aux opérations de sécurité, Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, Côte d'Ivoire

Mamadou Fofana est commissaire de police (École Nationale de Police). Il a commencé sa carrière en tant qu'enquêteur à la Plateforme de Lutte Contre la Cybercriminalité (PLCC) de la Direction de l'Informatique et des Traces Technologiques (DITT) avant d'être promu responsable. Par la suite, il a occupé le poste de sous-directeur des Traces Technologiques de la DITT. Depuis fin 2024, il est directeur des investigations et du soutien aux opérations de sécurité à l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). Il est, notamment, en charge de la lutte contre la cybercriminalité, des investigations numériques, ainsi que de l'analyse flux vidéo au profit des enquêteurs.



Patrick GHION

Chef de la cyberstratégie, Police cantonale de Genève, Suisse

Le capitaine Patrick Ghion a intégré la Police cantonale de Genève en 1997 après cinq ans d'expérience dans le domaine bancaire. Inspecteur de police judiciaire, il a enquêté sur les stupéfiants, les cambriolages et les affaires de mineurs. En 2003, il a rejoint la nouvelle Brigade de criminalité informatique, qu'il a, par la suite, dirigée de 2013 à 2015. Il a occupé ensuite le poste de chef de la section forensique (six brigades, incluant Cybercriminalité, Criminelle et Police technique). Il a également développé le dispositif anti-cybercriminalité (analystes, enquêteurs, experts forensiques) et a dirigé, à partir de 2019, le Centre régional de compétences cyber (RC3). Depuis septembre 2023, il est chef de la cyberstratégie de la police genevoise. À ce titre, il pilote notamment la Vision2030+ et les partenariats nationaux et internationaux.



Eric LEVY VALENSI

Adjoint au chef du commandement du ministère de l'Intérieur dans le cyberspace (COMCYBER-MI), France

Monsieur Eric Levy-Valensi a débuté sa carrière professionnelle au sein de la Marine Nationale, où il a servi durant vingt-deux années à compter de 1990. Tout au long de son parcours, il a occupé diverses fonctions au sein des fusiliers marins, à bord de patrouilleurs, de porte-avions et de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins. Après avoir suivi un troisième cycle en stratégie d'intelligence économique, il a rejoint la Direction du renseignement militaire (DRM). Il a ensuite été chargé de l'étude des dossiers d'exportation de matériel militaire pour l'état-major des armées, a contribué au rayonnement de la Marine, et a été détaché à la délégation à la prospective et à la stratégie du ministère de l'Intérieur. Il a terminé sa carrière militaire au sein du cabinet du chef d'état-major de la Marine Nationale. Son premier détachement au ministère de l'Intérieur a motivé un changement de corps pour rejoindre celui des commissaires de police. Après une formation spécifique à l'École Nationale Supérieure de Police, il a été nommé directeur adjoint de la sécurité publique (DDSP) de l'Aube en mars 2013. En mars 2015, il a rejoint l'Office Central de Lutte contre les Atteintes à l'Environnement et à la Santé Publique (OCLAESP) de la Gendarmerie nationale en tant qu'adjoint. En novembre 2016, il a été nommé à la tête de l'état-major de la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ). En mars 2020, il a pris les fonctions d'adjoint au chef du Service Central des Courses et Jeux. Enfin, depuis janvier 2025, il occupe le poste d'adjoint au chef du commandement du ministère de l'Intérieur dans le cyberspace (COMCYBER-MI).

Atelier 2a

Mercredi 8 octobre 2025, 16h00, Auditorium

Les nouvelles technologies au service de la lutte contre le crime organisé : le cas du trafic de biens culturels par l'École nationale supérieure de la police, France

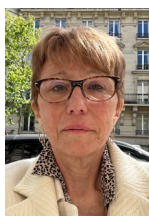
Cet atelier mettra en perspective dix années de recherche sur le trafic de biens culturels, identifié comme source de financement pour certaines organisations terroristes. Autour d'une table ronde, une commandante divisionnaire honoraire de police, un commandant de police et un universitaire croiseront leurs regards. Cette approche pluridisciplinaire explorera l'impact des nouvelles technologies sur l'activité policière, notamment les bénéfices, mais aussi les contraintes. Seront évoqués aussi les enjeux liés à la gestion des données et la place de l'expertise humaine.



Victor TROGOFF – modérateur

Ingénieur projet et valorisation, École nationale supérieure de police, France

Depuis janvier 2024, Victor Trogoff est ingénieur « projet et valorisation » au sein du Laboratoire de Recherche de l'ENSP, l'un des cinq opérateurs de recherche de la Police nationale. L'ENSP conduit des recherches scientifiques appliquées d'intérêt opérationnel au service de la Police nationale. Titulaire d'un master en médiation et construction des savoirs scientifiques (UCBL – ENS de Lyon), Victor Trogoff s'intéresse à la diffusion des connaissances, à la valorisation des démarches de recherche et à la gestion de projets. Il coordonne, pour le LRENSP, le projet StePS sur le stress traumatique secondaire des personnels de police travaillant avec des mineurs victimes de violences sexuelles.



Corinne CHARTRELLE

Experte police, Laboratoire Recherche École nationale supérieure de police, France

Corinne Chartrelle est commandant divisionnaire fonctionnel de police. Ancienne cheffe adjoint de l'Office Central de Lutte contre le Trafic des Biens Culturels (OCBC), elle y a dirigé pendant plus de dix ans des enquêtes nationales et internationales. Titulaire d'un Master 2 en Droit du marché et du patrimoine (Paris 2), elle enseigne la protection pénale des œuvres d'art et forme en France comme à l'étranger. Corinne Chartrelle est également experte police au Laboratoire de Recherche de l'ENSP sur les projets liés à la lutte contre le trafic illicite de biens culturels.



Thomas LECLAIRE

Chef du pôle renseignement et stratégie, Direction nationale de la police judiciaire, Office central de lutte contre le trafic des biens culturels, France

Affecté à l'OCBC en 2012 en tant que chef de groupe d'enquête opérationnel, Thomas Leclaire a traité plusieurs dossiers de criminalité organisée liée au trafic de biens culturels. En 2020, il a changé de poste et est devenu chef du renseignement criminel. Depuis 2024, il est le chef du pôle renseignement et stratégie, composé du

groupe de renseignement criminel et du groupe des relations extérieures. Ce pôle est chargé de la coopération opérationnelle et stratégique en matière de trafic de biens culturels, du recueil, du traitement et de l'analyse du renseignement en vue de sa judiciarisation, de la formation interne et externe ainsi que des projets stratégiques nationaux et internationaux. Monsieur Leclaire dispose, de fait, d'une expérience et d'une expertise dans le domaine de la lutte contre le trafic de biens culturels fort de ces treize années passées à l'OCBC.

Atelier 2b

Mercredi 8 octobre 2025, 16h00, salle Club

L'utilisation des métadonnées au service de la lutte contre l'insécurité routière par le Comité technique sur la sécurité routière

Au cours de cet atelier de 50 minutes, coanimé par un membre de la Sûreté du Québec et un membre de la Gendarmerie nationale française, il s'agira de répondre à la question suivante : « Comment l'intelligence artificielle (IA) peut-elle être mise au service de la sécurité routière ? ». Il se déroulera en deux temps :

La première partie (20 min.) consistera à présenter des notions et situer l'intelligence artificielle dans la vie quotidienne ainsi qu'en matière de sécurité publique.

La seconde partie (30 min.) s'articulera autour d'échanges structurés et collaboratifs à propos des différentes opportunités d'usage de l'intelligence artificielle pour améliorer la sécurité routière tout en tenant compte des limites (éthiques, juridiques, etc.) et des contextes environnementaux de différents pays.



Carl BELISLE

Responsable de bureau d'analyse et des stratégies en sécurité des réseaux de transport, Sûreté du Québec, Canada

Le capitaine Bélisle est un professionnel en gestion publique, spécialisé dans la transformation organisationnelle, la gouvernance collaborative et les partenariats ministériels et autochtones. Son parcours est marqué par l'implantation de structures basées sur le modèle « Agile », la coordination d'équipes multidisciplinaires et la mise en place d'initiatives stratégiques à l'échelle provinciale et nationale. Il a piloté plusieurs projets sensibles à forte complexité, notamment en crime financier et en développement des relations autochtones. Fort de ces expériences, il adopte, au sein du BASSRT de la Sûreté du Québec, une approche axée sur l'innovation au service de missions publiques ambitieuses. Initiateur du projet « Zones Zéro », il propose de conjuguer sécurité routière et intelligence artificielle dans la perspective d'améliorer le bilan routier mais aussi d'anticiper les défis de demain.



Arnaud DURUSSEL

Chef de la section des flux terrestres, aériens et nautiques, Gendarmerie nationale, France

Arnaud Durussel a été commandant de peloton motorisé entre 2011 et 2015, puis commandant d'escadron départemental de sécurité routière de 2015 à 2025. Depuis le 1^{er} juillet 2025, il occupe le poste de Chef de la section des flux terrestres, aériens et nautiques au sein de la direction générale de la Gendarmerie nationale.

Atelier 2c

Mercredi 8 octobre 2025, 16h00, salle Gustave Eiffel

Suivre l'évolution d'une manifestation grâce aux innovations technologiques par le Comité technique gestion des foules et droits du citoyen

Cet atelier vise à explorer l'usage possible des différentes innovations technologiques afin de suivre l'évolution d'une manifestation (déplacement de la foule, comportement hostile, etc.) dans le but de garantir une vision d'ensemble de l'événement et afin d'articuler les ressources avec efficience.



Olivier BOTTERON – modérateur

Commandant, Police municipale de Lausanne, Suisse

Policier depuis 1986, le colonel Olivier Botteron a été commandant de la gendarmerie du canton de Vaud et de la région Genève du Corps des gardes-frontières. Depuis décembre 2018, il dirige la Police de Lausanne. Spécialiste de l'ordre et de la sécurité publics, il a suivi plusieurs stages en maintien et rétablissement de l'ordre auprès d'organisations policières en France et en Allemagne. Il préside le comité technique « Gestion des foules et droits du citoyen » auprès du réseau international francophone de formation policière FRANCOPOL dans le cadre duquel a été édité le guide qu'il a co-écrit « La gestion négociée des événements et des rassemblements publics ».



Sébastien ABADIE

Sous-directeur adjoint de l'ordre public et des mobilités, Direction nationale de la sécurité publique de la Police nationale, France

Commissaire de police depuis 2005, il a exercé sur plusieurs postes en service opérationnel dans la grande banlieue parisienne (Mantes-la-Jolie, Les Mureaux, Conflans-Sainte-Honorine) et en Outre-Mer (Saint-Pierre sur l'île de La Réunion). Depuis cinq ans, il est affecté en administration centrale et travaille sur des thématiques liées à l'organisation des commissariats et des services déconcentrés (unités spécialisées) de la Police Nationale, à la sécurité du quotidien (ou police de proximité), la sécurité routière, ainsi qu'à la sécurité dans les transports en commun. Actuellement, ses missions concernent principalement le maintien de l'ordre, les violences urbaines et la lutte contre le hooliganisme.



Alexandre PINARD

Commandant de l'Unité spécialisée en mesures d'urgence, Sûreté du Québec, Canada

Le commandant Alexandre Pinard est responsable de l'Unité spécialisée en mesures d'urgence pour la Sûreté du Québec. Il est notamment responsable de la flotte hélicoptérée, de l'escouade canine, de la plongée sous-marine, des techniciens en explosifs, des équipes de recherches et sauvetage, de l'équipe équestre, de la sécurisation des sites et de la gestion des foules. Son parcours professionnel

diversifié de plus de vingt-cinq années lui permet de bien cerner les enjeux organisationnels afin d'offrir la réponse optimale pour les citoyens et partenaires. Axé sur la collaboration, le commandant Pinard cherche continuellement à s'informer et à échanger sur le sujet des nouvelles technologies.

Table ronde 3

Mercredi 8 octobre 2025, 17h00, Auditorium

État des lieux sur le traitement de la désinformation par les organisations policières dans l'espace francophone par le Comité technique sur les communications policières

Aligné sur les priorités de l'OIF, le comité technique communication policière propose de présenter les résultats préliminaires d'un projet sur la lutte contre la désinformation. Cette première phase consiste en une collecte de données visant à dresser un état des lieux du phénomène au sein des organisations policières francophones. L'étude portera sur la perception des risques, le soutien gouvernemental, les stratégies de prévention (notamment auprès des jeunes et des publics vulnérables), l'impact des technologies telle que l'intelligence artificielle, ainsi que l'encadrement des policiers en formation initiale et continue. La population cible inclut les responsables des communications, de la cybercriminalité et de la formation dans les écoles de police des États membres de l'OIF. Une présentation PowerPoint permettra de partager les résultats de cette étude et d'introduire une table ronde. Celle-ci visera à échanger sur les meilleures pratiques et à définir les prochaines étapes du projet. L'objectif à terme est de produire un guide pratique basé sur les données recueillies et sur une recension des écrits, afin de renforcer la résilience des organisations policières francophones face à la désinformation.



Yazid HAFFACI – modérateur

Conseiller en affaires internationales, Sûreté du Québec, Canada

Yazid Haffaci est conseiller en affaires internationales à la Sûreté du Québec et membre du comité technique sur les communications policières de FRANCOPOL. Il possède une expertise diversifiée en sécurité publique, en relations internationales et en évaluation de programmes, acquise au sein d'organisations publiques en Amérique du Nord et en Afrique. Diplômé de l'École nationale d'administration publique de Montréal et titulaire d'une maîtrise en sciences politiques de l'Université d'Alger, il s'intéresse particulièrement aux dynamiques de coopération internationale et aux enjeux de gouvernance dans l'espace francophone. Au sein de FRANCOPOL, il contribue à la conception et à la mise en œuvre de projets de renforcement des capacités soutenus par l'Organisation internationale de la Francophonie, notamment en matière de formation des forces de sécurité intérieure et de consolidation de l'État de droit et des institutions démocratiques.



Patrice CARDINAL

Directeur des communications et des relations internationales, Sûreté du Québec, Canada

Policier à la Sûreté du Québec depuis plus de vingt-cinq ans, l'inspecteur-chef Patrice Cardinal a eu l'occasion d'accumuler les expériences dans plusieurs domaines policiers dont la surveillance du territoire, la prévention de la criminalité, le renseignement criminel et les mesures d'urgence. Il a également acquis de l'expérience par le biais de différentes fonctions de gestion. Nommé directeur des communications et des relations internationales en septembre 2020, il est à la tête

des équipes responsables des relations publiques, des communications institutionnelles et des relations médiatiques de la Sûreté du Québec. Sa direction assume également les mandats relatifs aux relations internationales, au patrimoine et au protocole de l'organisation. Titulaire d'un baccalauréat en gestion des communications obtenu à l'Université du Québec à Montréal, Monsieur Cardinal est un communicateur policier d'expérience. Il a occupé de nombreuses fonctions liées aux communications de la Sûreté du Québec durant sa carrière.



Agathe FOUCAULT

Porte-parole de la Police nationale, Direction générale de la Police nationale, France

Agathe Foucault, commissaire de police, est issue de la 68^e promotion de l'École nationale supérieure de la police (ENSP) de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or. Elle a occupé plusieurs postes clés en sécurité publique entre Amiens et la région parisienne. En mai 2025, elle est nommée porte-parole de la Police nationale. Elle est, en outre, décorée de la médaille de la sécurité intérieure, échelon or et argent pour ses missions en outre-mer et la médaille de la sécurité intérieure, échelon bronze pour son engagement pendant les manifestations de 2018.



Michel Ange LOUIS JEUNE

Porte-parole de la Police nationale, Haïti

Gradué comme agent 2 en octobre 1995 après la formation initiale à l'École Nationale de Police (ENP). Il a commencé à travailler dans les enquêtes criminelles à la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ) puis, comme formateur à l'Académie Nationale de Police (ANP) et a poursuivi dans les communications policières. Il est à ce jour le porte-parole de l'institution. À ce titre, il coordonne l'ensemble des communications policières auprès des médias et des publics cibles, à travers des points de presse, des conférences, ainsi que des prises de paroles lors des événements policiers. Il s'efforce, au quotidien, de maximiser les impacts favorables du travail policier et de notifier les feed-back défavorables qui peuvent conduire à une mauvaise perception sur le fonctionnement de l'institution policière.



Jean-Christophe SAUTEREL

Directeur communication & relations citoyens de la Police cantonale vaudoise, Suisse

Issu de l'École de police judiciaire, Jean-Christophe Sauterel est spécialiste des stratégies de communication interne et externe, de communication de crise et des relations médias. Il est chargé de cours à l'Institut Suisse de Police et à la HEG Fribourg depuis 2001. C'est en 2001 également qu'il est nommé porte-parole de la Police cantonale vaudoise et devient à ce titre responsable de la communication de crise en cas de catastrophe pour le canton de Vaud en tant que chef communication de l'EMCC. Il participe, dans le cadre de son activité, au Sommet du G8 à Evian, au 13^e Sommet de la francophonie de Montreux et gère la communication de crise pour de nombreux événements dont l'Eurofoot 08, Air14, le Sommet sur la Syrie (2014), les Nuclear Iran Talks (2015), la pandémie de Covid 19 et

la crise énergétique pour le canton de Vaud. Depuis 2015, il préside la Conférence prévention et communication (CPC) de la Conférence latine des commandantes et commandants des polices cantonales (CLCPC).

Table ronde 4

Jeudi 9 octobre 2025, 09h15, Auditorium

L'intégration des technologies dans la relation et le service au citoyen par le Comité technique sur la recherche

Cette table ronde vise à répondre à plusieurs questions. De quelle manière se transforment les organisations policières dans leurs services et relations avec la population ? Comment l'adoption de nouvelles technologies (outils numériques, services en ligne, espace virtuel de dialogue, etc.) se déploie pour améliorer l'efficacité opérationnelle du travail policier et soutenir sa relation avec le citoyen ? Ce panel entend ainsi aborder cette thématique par le biais de présentations de la situation en cours dans différents pays : France, Belgique, Sénégal et Canada.



Anne WUILLEUMIER – modératrice

Cheffe du département de la recherche et chercheure associée au CESDIP, Institut des Hautes Études du Ministère de l'Intérieur (IHEMI), France

Docteure en science politique, Anne Wulleumier est chargée de recherche à l'IHEMI depuis septembre 2001. Ancienne rédactrice en chef des *Cahiers de la sécurité* jusqu'en 2004, elle développe ses travaux autour de trois axes de recherche à savoir, les politiques publiques de sécurité, les politiques internes à l'organisation policière, ainsi que l'articulation des questions policières avec les questions sociales (en particulier autour de la problématique de la place des citoyens dans les politiques policières ou encore des relations entre les jeunes et la police). Elle est également chercheure associée au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (Cesdip).



Aly KANDE

Conseiller technique en charge des technologies et de la cybersécurité, Police nationale, Sénégal

Aly Kande est commissaire de police au Sénégal, spécialisé en cybersécurité, cybercriminalité et criminalistique numérique. Il occupe actuellement le poste de conseiller technique du directeur général de la Police nationale. Il a auparavant dirigé la division spéciale de cybersécurité, au sein de laquelle il a coordonné des enquêtes nationales et internationales. Ingénieur en télécommunications, il développe et dispense également des formations en cyberenquête et en forensique au profit des forces de l'ordre et de la justice. Son parcours lui a permis de participer aux négociations des Nations Unies sur la cybercriminalité et de contribuer au renforcement des capacités en Afrique. Il s'investit ainsi pleinement dans le développement de politiques publiques en matière de sécurité numérique.



Isabelle PLANTE

Directrice adjointe stratégie corporative et développement, Service de police de la ville de Gatineau, Canada

À l'emploi du Service de police de la Ville de Gatineau (SPVG) depuis 2004, Madame Plante a toujours préconisé une approche de police communautaire dans son travail. En parallèle, elle a mené de front des études universitaires pour décrocher, en 2008, son baccalauréat en Sciences sociales, spécialisation en criminologie de l'Université d'Ottawa. En 2012, elle laisse son uniforme de policière et est engagée comme civile au sein de la Division recherche, développement et stratégie organisationnelle. Elle a obtenu sa maîtrise en administration publique en 2023. Depuis mai 2024, elle occupe le poste de directrice adjointe stratégie corporative et développement au sein du SPVG.



Bertrand RENARD

Promoteur de recherche, Institut national de Criminalistique et de Criminologie (INCC), Belgique

Docteur en criminologie de l'UCLouvain et titulaire d'un master en droit, Bertrand Renard a soutenu sa thèse en 2008 sur l'utilisation de l'ADN en justice pénale en Belgique. Il intègre la direction opérationnelle Criminologie de l'INCC à sa création pour y mener et ensuite diriger diverses recherches portant sur les méthodes d'investigation policières et judiciaires (recherche proactive, polygraphe, expertise judiciaire, coût de la justice, etc.). Il est également chercheur associé au centre de recherche interdisciplinaire sur les déviances et la pénalité (Université catholique de Louvain) et chargé de cours à l'École de Criminologie de cette même université.



Sarah VAN PRAET

Chercheuse, Institut national de Criminalistique et de Criminologie (INCC), Belgique

Sarah Van Praet, est juriste et docteure en criminologie. Elle est également chercheuse dans ce même domaine à l'Institut national de criminalistique et de criminologie. Elle travaille actuellement sur un programme de recherche conjoint à l'Institution Nationale de Criminalistique et de Criminologie, à l'Université Libre de Bruxelles et à la Vrije Universiteit Brussel et intitulé *Digitalizing the police: internal and external challenges for the police organization in an inclusive society (DIGIPOL)*. Auparavant, elle a travaillé sur d'autres projets en lien avec les relations de travail dans la police locale belge et ses interactions avec le public. Actuellement, elle enseigne en parallèle de ses activités de chercheuse à l'ULB et à la HeLHA.

Atelier 3a

Jeudi 9 octobre 2025, 10h45, Auditorium

Projet CEASEFIRE : La reconnaissance des armes par l'IA par le Comité technique lutte contre le terrorisme

Cet atelier porte sur la reconnaissance des armes grâce à l'intelligence artificielle. Afin de répondre aux besoins des professionnels du terrain, les pays européens se sont associés autour d'un projet commun : l'application CEASEFIRE. Cette application dotée d'intelligence artificielle, a été développée en vue d'aider les forces de police. Cet outil innovant est chargé de fournir par le biais de la photographie, une reconnaissance rapide voire immédiate des armes les plus en circulation. Bien que le projet ait évolué au cours des années et se soit amélioré, il demeure aujourd'hui à l'état de prototype. Dans un premier temps, l'atelier identifiera les besoins qui ont conduit au développement du projet CEASEFIRE, et plus spécifiquement d'un point de vue opérationnel. La phase dite de partenariats entre les différents acteurs du projet sera ensuite expliquée, avant de s'intéresser aux retours d'expérience des utilisateurs de l'application. Enfin, nous discuterons quant au devenir du projet et ses perspectives d'évolution.



Thierry HARTMANN – modérateur

Chef de projets innovation, Direction de la coopération internationale de sécurité, France

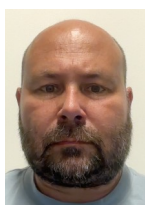
Commissaire général à la Direction de la coopération internationale de sécurité (DCIS) du ministère de l'Intérieur, Thierry Hartmann cumule près de quarante ans d'expérience au sein de la police judiciaire et de la sécurité publique. Il est diplômé en sciences politiques de l'Université de Strasbourg et de l'École nationale supérieure de la police. Au cours de sa carrière, il a occupé de nombreux postes, notamment celui de conseiller auprès du directeur général de la Police nationale (2003–2007), d'officier de liaison en Suisse (2003) puis en Allemagne (2011–2015), ainsi que de sous-directeur Europe adjoint à la DCIS (2015–2021). Depuis septembre 2021, il a été promu chef de projet innovation à temps plein. À la tête d'une petite équipe, il est chargé de favoriser et d'accompagner l'émergence de projets de recherche et d'innovation (R&I) financés par l'Union européenne au sein du ministère de l'Intérieur, de développer des réseaux avec les forces de l'ordre européennes ainsi qu'avec les partenaires scientifiques et industriels, et de faciliter et organiser l'implication du ministère dans l'écosystème européen de la R&I. Il a été coordinateur du projet H2020 ILEAnet sur les réseaux de praticiens et coordonne actuellement le projet AHEAD, financé par Horizon Europe, portant sur la prospective en matière de sécurité civile. Par ailleurs, il a été élu en mai 2024 à la présidence de EACTDA (Association européenne pour le développement de technologies de lutte contre la cybercriminalité).



Sylvie CHAMBON

Professeure des universités, Institut National Polytechnique de Toulouse, France

Sylvie Chambon a obtenu un doctorat en informatique de l'Université de Toulouse, en décembre 2005 dans le domaine de la vision par ordinateur et du traitement des images. Après, une année de post-doctorat en imagerie médicale à Télécom Paris, elle a été recrutée comme chargée de recherche des ponts et chaussées à Nantes et s'est spécialisée en segmentation d'objets fins dans des images. Enfin, en 2011, elle a obtenu un poste de maîtresse de conférence à l'ENSEEIH-INT, Université de Toulouse. Actuellement, ses recherches concernent la segmentation d'images, le suivi d'objets et la reconnaissance automatique d'objets, en compilant des informations multimodales (2D et 3D) et en s'appuyant sur les techniques récentes d'apprentissage profond. En 2020, elle a obtenu l'habilitation à diriger des recherches et depuis 2024, elle est professeure des universités à l'ENSEEIH-INT.



Johan DRUGMAND

Enquêteur, Police judiciaire fédérale, Belgique

Détenteur d'un master en psychopédagogie, Johan Drugmand a enseigné de 1999 à 2008. En 2008, il a intégré les services de police au sein desquels il a occupé le poste de contrôleur frontalier aéroportuaire jusqu'en 2015. Depuis septembre 2015, il travaille comme enquêteur au sein de la Direction générale de la police judiciaire, dans le service de la lutte contre le trafic d'armes.



Christophe NAVARRO

Adjoint à la Section centrale des armes, explosifs et matières sensibles, Direction nationale de la police judiciaire, France

Officier de police depuis les années 2000, Christophe Navarro a débuté sa carrière en sécurité publique. Par la suite, il a intégré divers postes au sein de la DNPI d'abord dans le domaine de l'investigation (trafic de stupéfiants, brigade financière, brigade criminelle) puis, celui de la collecte et du traitement du renseignement opérationnel (SIRASCO, secteur Balkans et Amériques). Mis à disposition de la police judiciaire de la Principauté d'Andorre durant sept ans, en qualité d'officier de liaison, spécialisé dans la lutte contre la criminalité organisée et le blanchiment, il a réalisé différentes missions de formations sur ces thématiques en Europe. Son dernier poste occupé au sein du service national de la police scientifique lui a notamment permis de se familiariser davantage avec la thématique du trafic d'arme et de l'exploitation des données balistiques aux fins d'identification.



Philippe NOBLES

Conseiller « Armes, explosifs », Direction nationale de la police judiciaire, France

Philippe Nobles a commencé sa carrière professionnelle dans la lutte anti-terroriste Corse de 1987 à 1990. Par la suite, il est devenu investigateur spécialisé courses et jeux. De 2002 à 2022, il a occupé le poste de chef de la Section centrale des armes, explosifs et matières sensibles (SCAEMS). À ce jour, il est représentant français

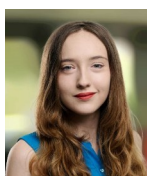
spécialisé auprès de diverses institutions telles que European Firearms Experts, European Bomb Data Center, International Bomb Data Center, OSCE, ONU-DC, Commission européenne.

Atelier 3b

Jeudi 9 octobre 2025, 10h45, salle Club

La première cartographie de la recherche en sciences policières en Suisse par l'Institut suisse de police

La Suisse Police Research Map (SPRM) est un nouvel outil concret offrant un panorama géographique des expertes et experts en sciences policières en Suisse. Cet outil s'inscrit dans le développement du *Swiss Police Research Dialogue* (SPRD), la première et unique plateforme de mise en réseau, établie par l'Institut Suisse de Police. Ainsi, après une brève présentation de cet outil novateur, les échanges de pratiques seront mis au centre de cet atelier afin d'ouvrir le dialogue autour des objectifs du SPRM, plus particulièrement celui de tisser des relations concrètes entre la police et le milieu académique dans le cadre de la recherche policière suisse.



Helena ALCALA

Collaboratrice Communication, Institut suisse de police, Suisse

Titulaire d'un Bachelor of Arts en sciences du langage, de l'information et de la communication, Helena Alcala effectue un Master journalisme et communication à l'Université de Neuchâtel. Parallèlement à ses études, elle met à profit ses connaissances en communication d'entreprise, en audiovisuel et en graphisme au sein du domaine Communication de l'Institut suisse de Police. Ce projet de cartographie se situe à l'intersection de ses missions et de ses études.



Julie LADINE

Collaboratrice scientifique Gestion des connaissances, Institut suisse de police, Suisse

Titulaire d'un Bachelor of Arts en psychologie ainsi qu'en sciences de l'information et de la communication, Julie Ladine a développé une expertise en gestion documentaire et en gestion des connaissances. Au sein du département de Coordination de la recherche et gestion des connaissances de l'Institut suisse de Police, elle est responsable du centre de documentation et contribue parallèlement à divers projets en lien avec ses domaines de compétence, dont la cartographie présentée dans le cadre de cet événement.

Table ronde 5

Jeudi 9 octobre 2025, 13h00, Auditorium

L'évolution de l'action policière face aux défis de la cyberpédocriminalité par le Comité technique sur les violences faites aux mineurs et aux femmes

Les réseaux pédocriminels exploitent l'anonymat, la rapidité et la portée mondiale d'internet. Ils utilisent des technologies toujours plus sophistiquées, à l'instar de l'intelligence artificielle générative utilisée notamment pour créer des images pédopornographiques. Face à cette menace, une question centrale se pose alors : comment répondre à cette forte hausse des cas de cyberpédocriminalité ? Cette problématique guidera nos échanges tout au long de cette table ronde. Nous discuterons d'abord des moyens de détection de la menace, avant d'échanger autour des outils utilisés actuellement. Enfin, nous aborderons les perspectives d'évolution de notre action en tant que forces de sécurité.



Pascale ALLISSE – modératrice

Coordinatrice du comité technique sur les violences faites aux mineurs et aux femmes, Secrétariat général FRANCOPOL, France

Policrière depuis trente-cinq ans, Pascale Allisse a d'abord travaillé dans des services opérationnels, puis auprès de l'unité nationale du Collège européen de police. Aujourd'hui responsable du bureau réseaux de la Direction de la coopération internationale de sécurité, elle assure la mise en place des activités RESOPOLIS depuis plus de dix ans. Elle est également membre du secrétariat général de FRANCOPOL et conseillère auprès de sa présidente. Tournée vers l'international, ses domaines d'expertise sont la formation, ainsi que la lutte contre les violences faites aux mineurs et aux femmes.



Cyril COLLIOU

Adjoint à la cheffe de l'Office mineurs, Direction nationale de la police judiciaire, France

Entre 2008 et 2012, Cyril Colliou a occupé le poste de chef de groupe observation, surveillance et stupéfiants au sein de la section de recherches de Versailles. À la suite de cela, il est devenu adjoint au chef de la division appui au sein de l'Office Central de Lutte contre le Travail Illégal. En 2016, il est nommé commandant de la compagnie de gendarmerie départementale de Lucé. Après quatre années passées à ce poste, il est promu chef opérations au sein de l'Office Central de Lutte contre la Délinquance Itinérante. Cyril Colliou est actuellement adjoint à la cheffe de l'Office mineurs.

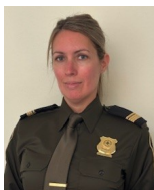


Samuel COMBLEZ

Directeur général adjoint de l'association e-Enfance/3018, France

Samuel Comblez est psychologue spécialisé en protection de l'enfance et expert des atteintes aux droits des mineurs sur internet et du harcèlement. Il a été enquêteur de personnalité pour le Tribunal de grande instance de Paris et

psychologue en milieu carcéral chargé de la prévention du suicide pour le ministère de la Justice. Il est également membre de la CIIVISE (Commission Indépendante sur l'Inceste et les Violences Sexuelles faites aux Enfants) et du collège « Promotion des droits de l'enfant » auprès du Défenseur des droits. Il est aujourd'hui directeur général adjoint de l'Association e-Enfance/3018 qui protège les mineurs sur internet et face au harcèlement, et exerce parallèlement en libéral en tant que psychothérapeute.



Katherine GUIMOND

Responsable de la division des enquêtes sur l'exploitation sexuelle des enfants sur internet (ESEI), Sûreté du Québec, Canada

Depuis 2005, Katherine Guimond œuvre à la Sûreté du Québec. Lieutenant responsable de la Division des enquêtes sur l'Exploitation Sexuelle des Enfants sur Internet (ESEI), elle dirige la stratégie provinciale en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants en ligne. Forte de douze années d'expérience dans ce domaine, elle a occupé les fonctions d'enquêtrice, de coordonnatrice et de formatrice à la Sûreté du Québec ainsi qu'à l'École nationale de police. Elle assure la supervision, l'analyse et la priorisation des dossiers ESEI à l'échelle provinciale, et contribue, ce faisant, activement à la protection des enfants au Québec.



Fleur ZADI

Cheffe de service assistance aux victimes, Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, Plateforme de Lutte Contre la Cybercriminalité (ANSSI-PLCC), Côte d'Ivoire

Fleur Nadege Zadi dispose de dix-sept années d'expérience dans la police. Officier de police, elle occupe actuellement la fonction de chef du service assistance aux victimes à L'ANSSI-PLCC. Elle est spécialisée dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs en ligne. En tant que formateur des formateurs, elle contribue également à la formation des forces de l'ordre, ainsi qu'à la sensibilisation des partenaires institutionnels à propos des crimes sexuels en ligne. Point focal pour la Côte d'Ivoire auprès du National Center for Missing & Exploited Children (NCMEC), elle assure la coordination des signalements de contenus pédocriminels en provenance des grandes plateformes numérique, METAS et TIC-TOC de la PLCC. Fleur Zadi agit aussi sur le terrain en sensibilisant le grand public aux enjeux de la Cybercriminalité.

Atelier 4a

Jeudi 9 octobre 2025, 14h00, Auditorium

Introduction à la recherche en source ouverte portant sur les entreprises suspectées de corruption par le Comité technique sur la lutte contre la corruption

Cette présentation porte sur la recherche OSINT (renseignement d'origine source ouverte) appliquée aux cas d'entreprises suspectes. L'OSINT est une méthode de renseignement utilisant des données accessibles publiquement et légalement (registres officiels, médias sociaux, bases de données, outils web) qui est notamment utilisée dans les domaines de la sécurité, de la cybersécurité, du journalisme ou de la finance. Elle permet, sans intrusion, l'analyse et l'exploitation d'informations concernant, notamment, les activités des entreprises, leur structure, leurs réseaux professionnels internes et externes, leur historique juridique et leurs stratégies de marché. Ainsi, différents outils propres à chaque pays, permettant de recueillir des informations sur des entreprises, seront présentés à travers des cas concrets. Il s'agira, entre autres, d'explicitier les avantages et les inconvénients de ces outils, ainsi que leur complémentarité potentielle.



France MORIN – modératrice

Cheffe d'équipe de l'analyse et du renseignement, Unité permanente anticorruption (UPAC), Canada

France Morin est cheffe d'équipe de l'analyse au Service du renseignement du Commissaire à la lutte contre la corruption et membre du comité technique lutte contre la corruption de FRANCOPOL. Elle a commencé sa carrière au CLCC-UPAC en 2019 et a précédemment œuvré pendant une vingtaine d'années à la Sûreté du Québec, où elle a dirigé des équipes spécialisées en crimes économiques, corruption, crime contre la personne et crime organisé. Elle a aussi participé au développement d'outils d'analyse et de parcours de formation.



Patrice BRIZE

Chef de l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLCIFI), Direction nationale de la police judiciaire, France

D'abord inspecteur de police, Patrice Brize est devenu commissaire de police en 1999. Il a exercé essentiellement dans le domaine de la sécurité publique, notamment en tant que chef de circonscription, puis à la tête de plusieurs commissariats dans le département des Hauts de Seine, ainsi que comme chef de la Sûreté Territoriale. En 2018, il est devenu adjoint au sous-directeur des enquêtes administratives et judiciaires de l'IGPN, ce qui l'a conduit à développer une expertise sur les questions de déontologie. Depuis le 6 janvier 2025, il occupe le poste de chef de l'Office Central de Lutte contre la Corruption et les Infractions Financières et Fiscales (OCLCIFI) à Nanterre.



Axel KUSNIAK

Apprenti investigateur numérique, Direction nationale de la police judiciaire, France

Alex Kusniak est étudiant en informatique en Mastère renseignement et cybermenaces. Il réalise parallèlement un apprentissage au sein de la Section de la preuve numérique de la Sous-direction de la lutte contre la criminalité financière depuis deux ans. Son activité se concentre sur l'OSINT. Il adopte à cet égard une triple approche : investigation, formation, et développement d'outils.



Guillaume LAFOREST

Analyste en renseignement, Unité permanente anticorruption (UPAC), Canada

Guillaume Laforest a étudié au sein de l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke. En 2022, il a intégré l'Unité permanente anticorruption (UPAC) en tant qu'agent de soutien aux enquêtes policières. Depuis 2024, il occupe le poste d'analyste en renseignement.



Vincent RICHER

Commissaire à la lutte contre la corruption, Unité permanente anti-corruption (UPAC), Canada

Vincent Richer, commissaire à la lutte contre la corruption et responsable de l'UPAC, est un policier de carrière ayant servi plus de trente-deux ans au Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM). Ancien directeur adjoint à la Direction des services organisationnels, il a débuté comme patrouilleur en 1993 et a gravi les échelons jusqu'à chef de poste de quartier. Expert reconnu en violence conjugale, il a donné plusieurs conférences internationales. Diplômé en criminologie, gestion et administration publique, il est engagé dans plusieurs organismes communautaires. En 2021, il a instauré la première politique québécoise sur l'interpellation policière et a initié le Forum montréalais sur la violence armée.

Atelier 4b

Jeudi 9 octobre 2025, 14h00, salle Club

De l'accueil à l'écoute active en ligne, une prise en charge personnalisée des femmes victimes de violences par le Comité technique sur les violences faites aux mineurs et aux femmes

Cet atelier traitera des différentes manières dont les nouvelles technologies aident l'action policière à s'adapter aux besoins des femmes victimes de violences. Les plateformes en ligne sont importantes, pour autant le recueil de la parole d'une victime est essentielle à la matérialisation des faits. L'atelier commencera par une présentation de la prise en charge des femmes victimes de violences au Sénégal, avant de poursuivre avec une discussion autour d'une spécificité française : la PNAV (Plateforme Numérique d'Accompagnement des Victimes).



Violaine PHYLIS DORE – modératrice

Chef de la plateforme numérique d'accompagnement des victimes (PNAV), Direction nationale de la sécurité publique, Police nationale, France

Le commandant Violaine Phylis Dore, qui a intégré la Police nationale en janvier 2007, a exercé des fonctions en police judiciaire et en sécurité publique, à la préfecture de police de Paris et dans les Yvelines, en banlieue parisienne. Depuis février 2022, elle est chef de la plateforme numérique d'accompagnement des victimes, unité forte d'une quarantaine de personnels, essentiellement des policiers ainsi que deux personnels administratifs et une psychologue. Le service, créé en 2018, a pour mission la prise en charge par tchat d'internautes témoins ou victimes de violences sexuelles, sexistes, intrafamiliales, de cyberharcèlement et de discrimination, et ce, 24 h /24, 7 j /7 et en 130 langues. L'activité de cette plateforme de signalements ne cesse de croître (20 % par an en moyenne). En 2024, la PNAV a traité 24 683 tchats qui ont donné lieu à 12 351 signalements.



Binetou GUISSÉ

Conseillère technique administration genre, Police nationale, Sénégal

Binetou Guissé est commissaire de police spécialisée dans la prise en charge des violences basées sur le genre. Diplômé du COespU (Italy) et du CHEDS (Centre des Hautes Études de Défense et de Sécurité du Sénégal, elle est également titulaire d'un Master 2 en Droit des affaires à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Par la suite, elle a notamment travaillé au sein des commissariats de Mbour et de Rebeuss (Dakar). Elle est la première femme à commander un commissariat pilote dans la prise en charge des femmes et des enfants victimes de VBG (violence basée sur le genre) de 2021 à 2023. Depuis 2021, elle coordonne également le projet ELSIE pour la participation active des femmes dans les OMP.



Stéphane LAPEYRE

Chef de la division de l'accueil numérique, Direction nationale de la sécurité publique, Police nationale, France

Entré dans la Police nationale en 1995, Stéphane Lapeyre a effectué l'essentiel de sa carrière en police judiciaire (vingt-trois ans) en service central à compétence nationale (office central des stupéfiants) et en services territoriaux (Rouen, Versailles, Bayonne et Bordeaux), au sein desquels il a dirigé des enquêtes spécialisées en matière de criminalité organisée et de crimes graves. Il est désormais Chef de la division de l'accueil numérique qui compte une centaine d'agents, policiers, administratifs, contractuels et une psychologue. Cette division est chargée d'administrer le site internet serviciel, portail unique vers les téléservices du ministère de l'Intérieur masecurite.fr. Elle administre aussi les deux plateformes de tchats de la police nationale, la plateforme spécialisée dans les violences sexuelles sexistes, intrafamiliales, le cyberharcèlement et la discrimination située à Guyancourt, ainsi que la plateforme généraliste de Bordeaux qui permet au public de poser des questions liées à la sécurité du quotidien ainsi que d'effectuer tout type de signalements (stupéfiants, rodéos, maltraitance animale).

Atelier 4c

Jeudi 9 octobre 2025, 14h00, salle Gustave Eiffel

Les nouvelles technologies au sein de la Police nationale face au défi de la corruption de basse intensité par le Comité technique comportement policier

Cet atelier vise à explorer les liens entre la corruption de basse intensité, aussi appelée corruption « à bas bruit » (cette expression ne signifie d'ailleurs pas qu'elle est moins importante, mais seulement qu'elle est souvent plus difficilement détectable) et les nouvelles technologies. Ces liens se situent à deux niveaux. Premièrement, les nouvelles technologies sont un facteur aggravant du risque de corruption. Par exemple, en France, chaque policier dispose désormais d'un portable professionnel qui lui donne accès 24 h / 24 aux fichiers « police ». Il y a donc un risque de consultation illégale des fichiers. Deuxièmement, les réseaux sociaux de type Telegram, Whatsapp sont des vecteurs de recrutement pour les agents corrompeurs qui sollicitent des policiers, afin d'obtenir ou d'offrir contre rémunération, des renseignements (fichiers des personnes recherchées, antécédents judiciaires). Les renseignements sollicités sont parfois en lien avec la criminalité organisée notamment le narco trafic. En conséquence, il est nécessaire d'identifier les outils modernes (IA notamment) pour pouvoir être proactif dans ce domaine. Actuellement, la France travaille sur de nouvelles technologies permettant de détecter en amont des consultations de fichiers suspectes de par leur volume, les personnes qu'elles concernent, ou encore le service d'appartenance.



Lionel IMHOF – modérateur

Coordinateur du comité technique comportement policier, Spécialiste diversité, Police municipale de Lausanne, Suisse

Après un parcours classique de policier de terrain, Lionel Imhof s'est intéressé aux questions de diversité. Cet intérêt découle notamment du cadre d'action de la police de Lausanne, qui s'inscrit dans une société multi et pluriculturelle. Au fil du temps, il a développé une expertise sur les questions de discrimination raciale, notamment en ce qui concerne la prévention du profilage. À ce titre, il s'implique depuis treize ans dans la formation policière au niveau national, régional et local. Il est également le coordinateur du comité technique comportement policier au sein de FRANCPOL depuis trois ans.



Alexis DURAND

Chef adjoint de l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLIFF), Chef de la brigade nationale de lutte contre la corruption, Direction nationale de la police judiciaire, France

Depuis près de trois ans, Alexis Durand est le chef adjoint de l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLIFF). En outre, il pilote directement l'activité opérationnelle de la Brigade nationale de lutte contre la corruption. Il a participé, par ailleurs, à la préparation de l'état de la menace « corruption » en France qui a été publié en décembre 2024. Au cours de son parcours professionnel, il a occupé, pendant dix ans, diverses fonctions dans des services territoriaux en région parisienne et en outre-mer. Entre 2019 et 2023, il a

dirigé le pôle stratégie du BCN Interpol et l'Unité nationale Europol France.



Mariane FLOUR-BOURRIL

Chef du pôle de l'appui opérationnel cyber, Office anti-cybercriminalité, Direction nationale de la police judiciaire, France

Mariane Flour-Bourril est commissaire de police depuis 2020. Entre 2020 et 2022, elle a occupé des fonctions au sein des services d'investigation généraliste territorial en Seine Maritime et dans les Yvelines. Depuis 2024, elle dirige au sein de l'OFAC le pôle chargé d'apporter un appui cyber (forensic, OSINT, crypto et ESP) au bénéfice des services d'investigation au sein du territoire français.



Hélène THOREL

Adjointe au chef de la délégation nationale anticorruption, Inspection générale de la Police nationale, France

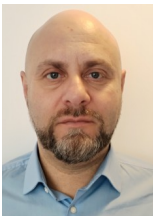
Après six années en tant qu'enquêtrice à la Brigade de répression de la délinquance économique, sur des affaires de corruption dans le domaine des marchés publics, Hélène Thorel a rejoint les services d'enquête de l'IGPN durant une année pour se familiariser avec la problématique des policiers auteurs. Alors officier, sa réussite au concours de commissaire lui a permis d'intégrer l'École nationale supérieure de police en 2018. À l'issue de cette scolarité, elle est affectée en commissariat comme chef d'un service judiciaire avant de rejoindre l'IGPN, où elle travaille, dans un premier temps, sur la problématique de la maîtrise des risques. En 2023, elle devient adjointe à la Division nationale des enquêtes devenue, depuis, Délégation nationale anticorruption, qui traite des procédures complexes mettant en cause des policiers pour des infractions de corruption et connexes.

Table ronde 6

Jeudi 9 octobre 2025, 15h30, Auditorium

Coordination et technologies : moderniser la réponse face aux attentats terroristes par le Comité technique sur la lutte contre le terrorisme

Cette table ronde explore la façon dont les nouvelles technologies (l'IA, les drones, l'imagerie, et les bases de données) modernisent la réponse aux attentats. La menace terroriste reste particulièrement élevée partout dans le monde. De plus, les modes opératoires se sont diversifiés au gré des développements technologiques. En conséquence, les outils ont indéniablement évolué au cours de ces dix dernières années, afin d'améliorer la réactivité, la précision et la coordination des services compétents face aux formes actuelles d'attentats terroristes. Cette table ronde se penchera ainsi sur la coopération et la coordination des acteurs impliqués dans la gestion « post-blast » d'une scène d'attentat, à l'heure des nouvelles technologies. Nous échangerons avec différents intervenants, dans l'ordre chronologique de leur implication dans la crise : RAID, déminage, police technique et scientifique, enquêteurs. Des retours d'expérience illustreront l'efficacité des technologies.



Marian LUCA – modérateur

Attaché de sécurité intérieure à l'Ambassade de Roumanie en France, Roumanie

Marian Luca est attaché de sécurité intérieure à l'ambassade de Roumanie en France. Au cours de sa carrière professionnelle, il a mené à bien différentes missions. Il a notamment exercé en tant qu'officier spécialisé dans la lutte contre la traite des êtres humains au sein de la brigade de lutte contre la criminalité organisée, de Bacau en Roumanie. À ce titre, il a réalisé, lors des différentes enquêtes visant à contrer le phénomène criminel, des activités complexes d'information-opération ayant pour objectif l'identification, la surveillance et la documentation des activités criminelles des suspects signalés. Marian Luca a aussi participé à la mise en œuvre d'activités ordonnées par des commissions rogatoires internationales et nationales sur les questions relevant de sa compétence, et sur la base de délégations émises par le ministère public. Il a par ailleurs, mené des actions de coopération internationale dans le cadre de réunions opérationnelles et de coordination portant sur les enquêtes conjointes et l'échange d'informations entre les autorités des pays européens, sous l'égide d'EUROPOL et d'EUROJUST.



Gonçalo DA SILVA

Enquêteur, Service de police judiciaire, Luxembourg

Gonçalo Da Silva a été inspecteur de police entre 2010 et 2016 au Centre d'Intervention de Luxembourg. Depuis 2016, il est enquêteur dans le Service de police judiciaire du Luxembourg. Il mène des investigations aussi bien au niveau préventif que répressif.



Thierry DODIER

Chef de l'Unité d'investigations et d'identification (U2I), Institut de Recherche Criminelle de la Gendarmerie Nationale (IRCGN), France

Thierry Dodier est officier de gendarmerie. À partir de 2001, il a exercé notamment en tant qu'expert et chef d'unité criminalistique au sein de l'Institut de Recherche Criminelle de la Gendarmerie nationale. Depuis 2022, il est chef de l'Unité d'investigations et d'identification, en charge d'appuyer et de renforcer les unités de terrain sur des scènes de crime ou de catastrophes quels que soient le contexte et son environnement. Titulaire d'un diplôme d'études approfondies en physique des matériaux et d'un diplôme universitaire de coordinateur des opérations de criminalistique, il est également expert auprès de la Cour d'appel de Versailles et agréé par la Cour de Cassation.



Michel GRENIER

Chef de la division renseignement du service de déminage (GID), Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, France

Michel Grenier est commandant de police et démineur depuis quarante-cinq ans. Ancien sous-mariner (propulsion SNLE) et plongeur-démineur dans la Marine (1975-1997), il a développé des supports multimédias, dont un cours de photogrammétrie sous-marine (investigations techniques subaquatiques). À cet égard, il a contribué à des projets internationaux innovants, tels que la détection d'explosifs par tomographie ainsi que l'étude de capteurs d'ondes de choc. Il est également le co-auteur de documents techniques. Il a créé et dirige actuellement la Division renseignement du service de déminage (GID) au sein de la DGSCGC. Il est également spécialiste OTAN de l'attaque des réseaux et ancien responsable de la formation Engins Explosifs Improvisés EEI-NRBCE. Il assume aussi une fonction de concepteur de formations sur les menaces NRBCE, la robotique et les matières explosives artisanales. Michel Grenier est également conseiller, expert et formateur pour l'IBDCWG, pour le Centre NRBCE d'Europe centrale et pour l'ENSTA. Par ailleurs, il occupe le poste de coordonnateur du comité de lutte contre le terrorisme de FRANCOPOL. Il est également membre des groupes d'experts du Réseau européen de neutralisation des explosifs (EODN).



Éric LAULAGNET

Chef adjoint État-Major du RAID, Police nationale, France

Éric Laulagnet a trente-cinq ans d'expérience dans la police et dispose d'une expertise en commandement opérationnel, en gestion de crise, en planification stratégique et coopération internationale. Durant les vingt années qu'il a passées au Raid, il a occupé différents postes. Il a notamment été chef d'un groupe d'intervention, ainsi que chef des Tireurs de haute précision. En 2007, il est nommé attaché de sécurité intérieure (DCIS) à l'Ambassade de France aux Philippines, poste qu'il a occupé jusqu'en 2011. Actuellement, Éric Laulagnet est chef Adjoint de l'État-major et commandant opérationnel du RAID. Il est également en charge des

relations internationales. Par ailleurs, il dispose de dix ans d'expérience dans le renseignement (RG et DGSI), lors desquels il a notamment été en charge de la recherche opérationnelle du renseignement en matière de contre-espionnage et contre-terrorisme.